



ARR-2024-30

## ARRÊTÉ DE LA PRÉSIDENTE

Déposée en Préfecture le : **13 AOUT 2024**

Publié le : **13 AOUT 2024**

### DÉLÉGATION DE SIGNATURE À Mme VIRGINIE AULAS, DIRECTRICE GÉNÉRALE

La Présidente du Grand Anancy ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 5211-9 autorisant la Présidente à donner, sous sa surveillance et responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur Général, aux Directeurs Généraux Adjointes des services ainsi qu'aux responsables de service ;

**Vu** la délibération du Conseil communautaire n° D-2020-271 du 16 juillet 2020 portant élection de la Présidente ;

**Vu** la délibération du Conseil communautaire n° D-2020-277 du 16 juillet 2020 portant délégation de pouvoir au Bureau ;

**Vu** la délibération du Conseil communautaire n° D-2020-278 du 16 janvier 2020 portant délégation de pouvoir à la Présidente ;

**Vu** l'arrêté de nomination de Mme Virginie AULAS au poste de Directrice Générale ;

**Vu** l'arrêté n° ARR-2024-12 du 22 avril 2024 portant délégation de signature à Mme Cécile BENET, Directrice des Ressources humaines ;

**Vu** l'arrêté n° ARR-2024-19 du 23 mai 2024 portant délégation de signature à M. Jean-Christophe BORTOLATO, Directeur Général Adjoint Administration Générale ;

**Considérant** la nécessité d'une gestion efficace des services.

### ARRÊTE

**Article 1** : sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation de signature est donnée à Mme Virginie AULAS, Directrice Générale, pour les documents suivants :

- bordereaux de mandats et de titres ;
- titres de recettes,
- documents budgétaires et compte de gestion ;
- contrats d'instruments de couverture, produits de financement, produits ou placements de trésorerie ;
- délibérations du Bureau et du Conseil ;
- contrats et conventions autorisés par le Bureau et le Conseil ;
- marchés, selon le guide des procédures d'achats du Grand Anancy ;
- ampliation et expédition des registres des délibérations et des arrêtés ;
- apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés.
- Les actes relatifs à la gestion du personnel, dont la délivrance de copie d'actes édictés par la Présidente.

**Article 2** : en cas d'absence ou d'empêchement, cette délégation est reportée sur M. Jean-Christophe BORTOLATO, Directeur Général Adjoint.

**Article 3** : en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Christophe BORTOLATO, cette délégation est reportée sur Mme Stéphanie JUDE, Directrice Générale Adjointe.

**Article 4** : en cas d'absence ou d'empêchement Mme Stéphanie Jude, cette délégation est reportée sur M. Pierre CAILLIAU-DUBARD, Directeur Général Adjoint.

**Article 6** : en application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsqu'un agent, titulaire d'une délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas pouvoir exercer ses compétences.

Lorsque le supérieur hiérarchique estime qu'il y a lieu de confier le traitement de l'affaire à une autre personne placée sous son autorité, la personne dessaisie du dossier ne peut prendre part à aucune réunion ni émettre aucun avis en rapport avec les questions en cause.

**Article 7** : toute disposition ou tout acte antérieur portant sur le même objet sera abrogé et notamment l'arrêté n° ARR-2024-12 du 22 avril 2024 et l'arrêté n° ARR-2024-19 du 23 mai 2024, précités.

**Article 8** : le présent arrêté sera notifié aux intéressés, ainsi qu'au comptable public, et publié sur le site internet du Grand Annecy.

**Article 9** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Présidente du Grand Annecy dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

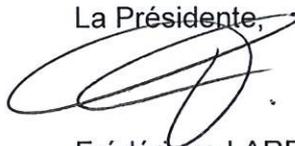
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de l'arrêté, ou à compter de la réponse du Grand Annecy, si un recours gracieux a été préalablement déposé. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Notifié le 12.08.2024  
(date et signature)



Fait à Annecy le 26 JUL. 2024

La Présidente,



Frédérique LARDET.